RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

Élections Législatives de Juin 1968



2e CIRCONSCRIPTION

Daniel PEPY

Conseiller d'Etat
Professeur aux Instituts d'Etudes Politiques de Paris et de Lyon
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier du Mérite Agricole

Suppléant : **Michel BARTHELEMY**
Ancien Conseiller Municipal de Neuillé-Pont-Pierre
Conseiller Municipal d'Esvres-sur-Indre
Métreur - Vérificateur

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS, DE LA DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION,

La France, notre pays, est dans une situation grave : chacun doit faire un effort pour qu'elle retrouve la paix civile et sa marche en avant.

C'est pourquoi je me présente en Indre-et-Loire. Nouveau candidat, je ne suis pas nouveau venu en Touraine : ma famille est établie à Marray depuis 1927.

nous avons connu des heures graves

Paris, Lyon, Nantes ont connu l'émeute ; les étudiants, les lycéens occupent universités et écoles ; des millions de grévistes ont fait de même dans leurs usines, l'activité du pays a été paralysée. Le Premier Ministre et ses collègues étaient absents, hésitants ou incapables. **L'autorité de l'Etat, qu'on disait restaurée, s'est évanouie aux heures les plus graves.**

Pendant des années, les élus locaux, les syndicats, les organisations professionnelles, les parlementaires furent critiqués et ignorés. Les Français ne pouvaient plus faire connaître leurs opinions, leurs aspirations, leurs besoins. C'est pourquoi la crise a été si grave et si violente.

pour sortir de la crise

Nous ne pouvons refaire confiance à la majorité actuelle qui nous a conduit à cette crise. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, cette majorité nous ramènerait demain une crise encore plus grave. Elle a changé son nom mais pas sa politique.

Le gouvernement veut nous faire croire que le choix réside entre lui et le communisme. Nous avons vu où il nous a menés. Nous savons ce que serait le communisme. Nous refusons ce choix, qui nous diviserait encore plus entre Français. La paix publique, la sécurité de chacun ne peuvent venir de la répression ou d'une révolte.

IMP. I.P.O. - TOURS

le centre progrès et démocratie moderne propose

1°) **Une politique sociale de progrès.**

Le progrès ne doit pas être seulement économique et technique. Il est d'abord humain et social.

Il faut :

— une juste rémunération pour chacun ;
— une égale répartition des fruits du progrès technique, en particulier pour les plus défavorisés : familles nombreuses, personnes âgées, travailleurs sans emploi ;
— un emploi stable pour tous, dans l'industrie comme dans l'agriculture ;
— l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale ;
— la parité des prix et des revenus agricoles et industriels ;
— la transformation de l'enseignement, pour donner à tous accès à la culture et préparer chacun à l'exercice d'une profession ou d'un métier ;
— une politique de la jeunesse, qui doit trouver des débouchés immédiats et des perspectives de promotion.

2°) **La démocratie moderne.**

La démocratie moderne, c'est le dialogue.
— dialogue dans la vie sociale et professionnelle : les organisations professionnelles, syndicales, familiales doivent être écoutées ;
— dialogue dans la vie locale : restaurer les libertés locales, donner aux communes des moyens et des finances ;
— dialogue dans l'université, pour une véritable réforme de l'enseignement.

La démocratie, c'est la gestion par les responsables à chaque échelon, dans chaque secteur : communes et départements, sécurité sociale, organismes culturels, cités universitaires, maisons de jeunes, etc.

3°) **Un gouvernement responsable.**

Gouverner, c'est choisir, c'est prévoir. Entre la force de frappe, coûteuse et inefficace, le logement et la santé, nous choisissons logement et santé, pour la vie et la sécurité des Français.

Contre la paperasse et la technocratie, nous choisissons une administration plus simple, plus directe.

Contre une politique étrangère contradictoire, nous choisissons le dialogue et la fidélité à nos engagements.

Contre un pouvoir isolé, nous choisissons le gouvernement d'une équipe solide et cohérente. L'existence de notre pays dépasse celle d'un homme.

le développement régional et local

Le régime actuel sacrifie la province à Paris, l'Indre-et-Loire à la région. La dépendance de la Touraine est encore plus grande aujourd'hui qu'il y a dix ans. Il faut une politique nouvelle avec des hommes nouveaux.

Nous proposons :

— le transfert à Tours de la capitale régionale ;
— la création d'un comité d'expansion de la Touraine du Nord ;
— l'implantation d'entreprises nouvelles même en dehors de la banlieue de Tours afin d'éviter le déplacement des populations ;
— le développement des moyens de transport au Nord de la Loire ;
— l'amélioration des conditions de crédit agricole, dans le cadre de la stabilité nécessaire des marchés ;
— un financement accru pour permettre l'amélioration des conditions de vie rurale, en particulier de la vie familiale ;
— l'orientation et la formation professionnelle des jeunes ruraux.

La majorité actuelle n'a pas su défendre la paix civile de notre pays. Le député sortant n'a pas su défendre notre circonscription.

Avec votre mandat, et votre collaboration, je me consacrerai à cette double tâche, avec toutes mes forces, mon énergie, mes connaissances.

Vu le candidat **daniel pepy**